COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 17 janvier 2014
(convocation du 7 janvier 2014)**

Aujourd'hui Vendredi Dix-Sept Janvier Deux Mil Quatorze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MADRELLE Nicolas, Mme TERRAZA Brigitte, M. VERNEJOUL Michel, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRES Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à DUCHENE Michel à partir de 10 h15	M. GALAN Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. BRON Jean-Charles à M. SOLARI Joël	M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. FLORIAN Nicolas
Mme. CARTRON Françoise à M. PIERRE Maurice	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. DUBOS Gérard
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. GAÜZERE Jean-Marc	M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL PUECH Clément
Mme. FAYET Véronique à M. ROBERT Fabien jusqu'à 10 h 40	M. JOUBERT Jacques à Mme. CHAVIGNER Michèle
M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel	Mme. LAURENT Wanda à Mme. DESSERTINE Laurence
M. SOUBABERE Pierre à M. HERITIE Michel	M. MOGA Alain à M. DUPOUY Alain
M. BOUSQUET Ludovic à Mme. COLLET Brigitte	M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme. CAZALET Anne-MARIE à M. DAVID Jean-Louis jusqu'à 10 h 30	Mme. PARCELIER Muriel à M. GUYOMARC'H Jean-Pierre
Mlle. COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel	M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. LACUEY Conchita jusqu'à 10 h 10	Mme. SAINT-ORICE Nicole à M. SIBE Maxime
M. DELAUX Stéphan à M. DUCASSOU Dominique	Mme. WALRYCK Anne à Mme. TOUTON Elisabeth
Mlle. EL KHADIR Samira à Mlle. DELTIMPLE Nathalie	

EXCUSES :

LA SEANCE EST OUVERTE

Mois de l'économie sociale et solidaire 2013 - Remise des 3 prix "Coup de coeur de l'initiative sociale et solidaire" par la CUB - Décision - Autorisation

Monsieur ROSSIGNOL PUECH présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La Communauté urbaine de Bordeaux a organisé le 13 novembre 2013, sa 5^{ème} édition du prix Coup de Coeur de l'Initiative Sociale et Solidaire, dans le cadre du mois de l'ESS 2013, afin :

- De promouvoir l'économie sociale et solidaire sur la CUB, en tant que secteur dynamique et créateurs d'emplois non délocalisables
- D'encourager les projets innovants des points de vue économique, social, environnemental et culturel
- De faciliter la réalisation d'expérimentations prometteuses et reproductibles sur le territoire
- D'accompagner le dynamisme et la créativité du secteur de l'économie sociale et solidaire

Ce concours était ouvert à titre gratuit, sans aucune contrepartie financière, à toutes associations, coopératives, structures d'insertion par l'activité économique créées ou en cours de création de la CUB, porteuses d'un projet ou d'une initiative de l'ESS. Ces porteurs de projet devaient répondre à un besoin non satisfait dans l'agglomération afin de déboucher sur la création d'emplois.

L'appel à candidatures s'est déroulé du 1^{er} septembre au 20 octobre 2013, via le site internet « entreprendre autrement ». Les candidats ont rempli un dossier enregistré et étudié par les gestionnaires du site (CUB-service ESS et partenaires du prix).

Les projets devaient contribuer au développement d'activités et d'emplois dans l'économie sociale et solidaire, sont innovants et favorisent les réseaux d'acteurs. Les champs d'intervention couvrent des domaines d'activité variés tels que, pour exemple :

- Consommation responsable, équitable et solidaire, circuits courts d'alimentation et de distribution
- Eco-construction, urbanisme, habitat durable, sobriété énergétique
- Déplacements et mobilités alternatives
- Réemploi, économie circulaire
- Services aux personnes, activités de proximité
- Solidarité et action sociale, lutte contre les exclusions
- Lutte contre toutes les discriminations, parité femme/homme
- Médiation culturelle, économie créative

Un jury, constitué de représentants de la CUB et des partenaires, s'est réuni le 5 novembre 2013 afin de départager les candidatures. Les 34 dossiers enregistrés ont été examinés selon la grille d'analyse suivante :

- Le caractère innovant du projet et l'utilité sociale de l'activité : le projet doit apporter une réponse innovante à des besoins sociaux peu ou mal satisfaits sur le territoire, apporter une valeur ajoutée aux offres développées par les politiques publiques et acteurs privés existants, rechercher la mixité sociale et territoriale, être accessible au plus grand nombre.
- La gouvernance de la structure : mode de fonctionnement coopératif et/ ou collégial du projet, prise en compte de besoins du public cible du projet et de son implication, qualité des partenariats avec d'autres organismes.
- La viabilité économique et développement de la structure : potentiel de développement et dispositions prises pour assurer la continuité du projet, équilibre financier cherchant la complémentarité (subventions, ressources propres, contributions...), procédure d'évaluation proposée.
- La réponse aux enjeux du territoire de la CUB : création d'emplois, protection de l'environnement, lutte contre les exclusions, insertion des publics en difficulté, ou en réponse à des besoins non satisfaits.

Au terme de la délibération du jury, les 3 lauréats pour l'année 2013 sont :

La SCIC l'AIRIAL pour son projet d'insertion de cadres et de développement des petites entreprises

Aujourd'hui, une multitude de petites entreprises souffrent d'un manque chronique d'encadrement et de compétences managériales qui freinent leurs capacités de développement. En parallèle, il existe de nombreux cadres expérimentés, en recherche d'activités, qui représentent un gisement inexploité d'intelligences et d'expertises.

L'objectif du projet est donc de mettre en relation ces cadres et ces PME afin de permettre le développement de ces petites entreprises et aboutir à la création de l'emploi du cadre. Pour cela, l'Airial forme durant 3 mois les cadres à la compréhension des enjeux d'un dirigeant (marketing, commerce, finance, management, relations humaines,...). Puis, elle accompagne ces cadres durant 2 mois et demi dans leur démarche de prospection des entreprises. En effet, les cadres vont proposer à des dirigeants de PME leurs compétences et expertise au cours de missions non rémunérées. À la fin de ces missions, les dirigeants décideront de garder ou non le cadre en contrat ou de prolonger sa mission afin de déboucher sur un contrat.

Un projet pilote a été mené de février à juin 2013 avec un groupe de 12 cadres. A la fin du dispositif, 6 cadres ont obtenu un contrat et 6 autres en mission, pouvant déboucher sur un contrat dans les mois à venir.

L'association APIMI pour son projet de création d'un centre de formation accompagnement ressources « enfance et handicap »

L'APIMI, association pour l'innovation en matière d'intégration, créée en 2002 œuvre pour l'intégration précoce des enfants en situation de handicap en milieu ordinaire. En mars 2007, l'association a ouvert la structure multi accueil « Le Jardin d'Hortense » pour 24 enfants de 15 mois à 4 ans. Un tiers des places est alors réservé à des besoins spécifiques.

Face à une demande en forte croissance (4 enfants en situation de handicap accueilli en 2007, 11 en 2008, 17 en 2009 et 2010, 15 en 2012 et en 2013) et aux besoins des parents de reprendre leur activité professionnelle, l'association a souhaité créer un CFAR : un centre de formation accompagnement ressources.

Ce CFAR proposera des formations « pratiques » à destination des professionnels à travers trois axes. Un axe formation autour des questions liées au handicap pour les professionnels de l'enfance. Un axe ressources dans le but de partager les ressources (matériels et jeux adaptés) et l'expérience de l'association, de la faire bénéficier aux autres et de proposer un lieu d'analyse de la pratique professionnelle autour de cette question de l'intégration qui n'est pas toujours facile à mettre en œuvre. Un axe artistique pour favoriser la venue d'artistes et accompagner des « recherches actions ».

L'association les alternatives de Lilly pour son projet de couches lavables

En 2011 sur la CUB, le poids des ordures ménagères était de 335kg de déchets par habitants et par an. Le nombre de couches usagées par an est d'environ 36,4M de couches ce qui représente 6552 tonnes de déchets. Jusqu'à l'âge de la propreté, un enfant utilise en moyenne 3800 couches jetables soit environ un budget de 1330 euros.

Face à ce constat environnemental pour la collectivité et économique pour les particuliers, l'association les alternatives de Lilly souhaite promouvoir sur le territoire l'utilisation de couches lavables. Pour cela, l'association souhaite dans un premier temps sensibiliser et informer par l'animation de réunions, la mise en place d'ateliers d'informations, la location et le nettoyage de changes lavables en direction des particuliers, des structures d'accueil collectif et des maternités ainsi que la formation et l'accompagnement de ces structures.

À travers ce projet, l'association les alternatives de Lilly prend en compte d'autres enjeux économiques tel que la création d'emplois. En effet, le passage aux changes lavables permettrait de fournir de nouvelles activités à des ESAT ou SIAE sur la fabrication de ces changes au niveau local et/ou sur la blanchisserie ainsi qu'aux personnels d'entretien des crèches souvent en temps partiels. L'association a pu bénéficier d'un transfert de savoir faire auprès d'une association toulousaine MITSA qui propose des services similaires et expérimente actuellement son projet en collaboration avec une crèche de la CUB.

Conformément au règlement du concours, chaque lauréat ont remporté un prix de 5 000 €, composé de la façon suivante :

- un chèque coup de pouce de 2 000 €
- une aide d'une valeur de 3 000 € sous forme de « coffret-cadeau social et solidaire » constitué par des produits et services issus d'entreprises de l'économie sociale et solidaire, à choisir en fonction des besoins propres de la structure lauréate (conseil en stratégie de communication, expertise financière, aide à la mobilité par un forfait autopartage...) ; ce « coffret » a pour but de favoriser l'esprit de coopération, les échanges de biens et de liens entre entreprises de l'ESS.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT la décision du jury réuni le 5 novembre 2013, d'attribuer les prix « Coup de cœur de l'initiative sociale et solidaire » de la CUB à 3 lauréats : La SCIC l'AIRIAL, L'association APIMI, L'association les alternatives de Lilly

DECIDE

- **Article 1** : L'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 € au bénéfice de La SCIC l'AIRIAL pour son projet d'insertion de cadres et de développement des petites entreprises

- **Article 2** : L'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 € au bénéfice de l'Association APIMI pour son projet de création d'un centre de formation accompagnement ressources « enfance et handicap »

- **Article 3** : L'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 € au bénéfice de l'Association les alternatives de Lilly pour son projet de couches lavables

- **Article 4** : La dépense est à imputer sur le budget principal de l'exercice en cours, au chapitre 67, article 6714, fonction 901, CRB BD00.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 17 janvier 2014,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
4 FÉVRIER 2014**

PUBLIÉ LE : 4 FÉVRIER 2014

M. CLÉMENT ROSSIGNOL PUECH